



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## États membres

Question au Gouvernement n° 2149

### Texte de la question

#### PLAN D'AIDE À LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, notre monnaie, l'euro, est attaquée par les spéculateurs, à travers la Grèce elle-même aux prises avec une situation très grave.

Le Président de la République a eu raison de prendre très vite position pour qu'un plan européen intervienne, avec 45 milliards d'euros promis, dont les deux tiers accordés par les États membres et un tiers par le FMI. Comme vous l'avez dit tout à l'heure, il ne s'agit évidemment pas de dons ni de subventions, mais de prêts, dont vous pourriez du reste nous préciser le taux.

De son côté, Athènes s'est engagée dans une politique de rigueur pour réduire rapidement son déficit. Le Premier ministre grec, Georges Papandréou, après avoir temporisé, a été contraint de demander l'activation de ce plan vendredi dernier. Lorsque l'on a la même monnaie, la solidarité est indispensable, et il faut aller vite. Premièrement, considérez-vous que les mesures prises par la Grèce sont suffisantes ?

Deuxièmement, la zone euro va-t-elle parler d'une seule voix, et dans quels délais, lorsqu'on entend notamment les conditions et les réticences exprimées par l'Allemagne ?

Enfin, cette crise pose un problème à plus long terme. Le gouvernement économique de l'Europe, réclamé par la France depuis longtemps, est plus que jamais nécessaire. On ne peut avoir la même monnaie et mener des politiques économiques divergentes. Quels sont les espoirs d'aboutir à ce gouvernement économique de l'Europe ? Vous savez à quel point le groupe UMP est attaché à cette idée : sous l'égide de Jean-François Copé, nous l'aborderons d'ailleurs demain, avec nos vingt-six partenaires européens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État.

M. François Baroin, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État*. Monsieur le député, je vous remercie de me permettre de réaffirmer la position du Gouvernement, parfaitement claire.

La Grèce est en butte à des difficultés structurelles, dont cette crise aura été le révélateur. C'est une prise de conscience indiscutablement douloureuse pour le peuple grec, et exigeante pour l'actuel gouvernement grec. Conscient de ses responsabilités, celui-ci a mis en place un dispositif et pris des engagements fermes.

L'Union européenne a un double devoir. Le premier est d'être solidaire vis-à-vis d'un peuple ami, membre de la zone d'euro. Le second, comme je le disais tout à l'heure en réponse à M. Eckert, est d'être bien conscient que l'attaque des marchés sur la Grèce est une attaque contre notre monnaie. Et laisser attaquer notre monnaie, c'est laisser attaquer notre économie, nos entreprises et leur capacité à accéder à des capitaux.

Nous sommes donc devant une responsabilité majeure, je dirai même historique. C'est la raison pour laquelle nous n'aurons de cesse de souligner le rôle de la France dans le travail de coordination à l'échelle de l'Union européenne. Vous savez bien, monsieur le président de la commission des affaires européennes, combien il est important d'être aux avant-postes de ce dispositif de soutien. Les récentes prises de position de la chancelière allemande ont permis de lever, d'une certaine manière, les derniers points d'interrogation à cet égard.

Ce dispositif de soutien, pour ce qui concerne l'Union européenne, consiste en un plan de 30 milliards, complété

par 15 milliards en provenance du FMI. Chaque État membre de l'Union prendra sa quote-part. Il ne s'agit pas, je le rappelle, de dépenses budgétaires, donc d'un déficit supplémentaire. Nous serons dans l'épaisseur du trait. Il s'agira d'un dispositif de prêt, dans une logique donnant-donnant. Nous prêtons, pour une certaine durée, à un certain taux, qui offrira un retour pour les contribuables français. Cela permettra à la Grèce, durant ces trois années, de se retrouver à situation. Mais c'est aussi un message adressé aux marchés : qui attaque la Grèce attaque l'Europe, attaque l'euro, attaque la France. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Lequiller](#)

**Circonscription :** Yvelines (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2149

**Rubrique :** Union européenne

**Ministère interrogé :** Budget, comptes publics et réforme de l'État

**Ministère attributaire :** Budget, comptes publics et réforme de l'État

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 28 avril 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 avril 2010